

A Saïgon et à Paris guerre et négociation

Pierre Naville

Depuis deux mois la Conférence quadripartite sur la guerre du Vietnam tient régulièrement des séances rituelles qui n'ont pas fait avancer la question d'un pas. Tout se passe comme si les adversaires attendaient le succès, tantôt d'un avantage diplomatique important, tantôt d'un gain militaire sur le terrain. Pourtant, si l'on voulait résumer la situation actuelle on pourrait dire que les Américains (et leurs sujets sud-vietnamiens) ont été conduits à faire certaines concessions, mais que le F.N.L. et le gouvernement de Hanoï considèrent que ces concessions (arrêt des bombardements sur le Nord, projet de retrait progressif de certaines troupes, recherche d'un compromis politique) ne visent qu'à faire reconnaître l'équipe Thieu-Ky comme interlocuteur valable, ce que précisément le F.N.L. refuse.

Le 26 mars, le général Thieu a déclaré qu'il était prêt à entreprendre des négociations directes et secrètes avec le F.N.L. pour envisager sa participation à des élections « libres », si les combats cessaient. Mais cette proposition revient à consolider son propre pouvoir, en espérant éteindre la lutte populaire. Elle ne correspond en aucun cas aux données réelles, qui restent les suivantes : les deux tiers du pays sont contrôlés par le F.N.L., et le gouvernement Thieu-Ky tient tout son pouvoir de la force militaire et économique américaine. Ces ballons d'essai n'ont donc aucune chance d'être pris au sérieux. Ils sont fondés, les uns après les autres, sur l'idée que la négociation de Paris devrait aboutir à un compromis par lequel le « statu quo » politique serait maintenu c'est-à-dire non seulement une présence américaine prolongée, mais aussi un régime économique et social qui vit seulement de l'exploitation capitaliste et de la soumission coloniale.

La combativité du F.N.L.

Sur le terrain, le F.N.L. fait la preuve constante de sa combativité ; de ses ressources manœuvrières. Cabot-Lodge, le représentant de Nixon, peut répéter que cette combativité est due à la présence au Sud d'une force militaire du Nord qui représente les deux tiers des combattants. Il n'en reste pas moins qu'elle ne pourrait se maintenir, riposter et attaquer si la population ne lui apportait pas un large appui, autrement dit si le peuple du Sud-Vietnam ne légitimait pas en quelque sorte l'aide militaire et diplomatique que lui apporte le peuple du Nord-Vietnam. La présence de forces militaires du Nord est justement le signe d'une solidarité contre l'envahisseur américain et ses instruments du gouvernement de Saïgon.

Ces dernières semaines, les forces du F.N.L. ont repris un harcèlement intensif de bases américaines dans la région de Saïgon et du delta du Mékong. Ces actions, que le commandement américain interprète comme une sorte de rupture de l'esprit de négociation, ne sont en fait que la riposte aux offensives aériennes et terrestres incessantes des forces américaines et sud-vietnamiennes. Elles ne modifient pas pour le moment l'équilibre militaire des forces en présence, mais elles montrent que pour le F.N.L. le combat n'est pas interrompu par la négociation. Au contraire, il fait partie de la négociation.

L'enjeu : le pouvoir à Saïgon

L'enjeu, nous l'avons assez répété, reste donc le pouvoir politique à Saïgon. En

principe, le F.N.L et ses alliés démocrates et progressistes pourraient constituer un pouvoir parallèle, un gouvernement populaire qui représenterait réellement la population du Sud-Vietnam. Mais cette situation transitoire n'est plus nécessaire à partir du moment où ils ont accepté de participer à la Conférence de Paris qui peut leur permettre d'atteindre directement un objectif plus élevé : la constitution à Saïgon d'un gouvernement où ne seraient représentés que les partisans de l'indépendance, du retrait inconditionnel des forces américaines et de la transformation sociale et économique du pays, étape vers la réunification du Nord et du Sud.

Autrement dit, si compromis il y a, pour les combattants du F.N.L., ce ne peut être qu'un compromis favorable à la politique qu'ils défendent. Après vingt ans de guerres, il est naturel que la population du Vietnam ne veuille pas d'une paix pourrie qui leur vaudrait à brève échéance une nouvelle intervention extérieure, d'où qu'elle vienne.

Nixon, comme Pleven en d'autre temps, cherche maintenant une « issue honorable », mais ne peut encore se résoudre à la trouver là seulement où il pourrait la trouver : dans le départ de ses troupes. L'impasse des négociations, les combats continus, montrent pourtant qu'il faudra en venir là si la guerre doit vraiment cesser.

Cette situation impose donc aux socialistes du monde entier de ne pas relâcher leur aide aux combattants du F.N.L. et à ses

alliés de Hanoï. Il semble qu'aujourd'hui l'action de solidarité se soit un peu relâchée sous prétexte que les négociateurs de Paris se retrouvent périodiquement. Mais jusqu'à présent ils se retrouvent pour constater leurs désaccords. L'intransigeance américaine, sa solidarité avec le gouvernement Thieu-Ky, reste le principal obstacle à la tenue d'une véritable conférence de paix qui enregistrerait avant tout une décision américaine de mettre fin à son agression.

A bas

l'Alliance atlantique !

Il est donc de plus en plus nécessaire de reprendre l'action de dénonciation des entreprises impérialistes de Nixon. Les bavardages de De Gaulle se soldent par des appels du pied à l'Amérique, par l'affirmation de sa solidarité dans l'Alliance atlantique. Ainsi se dissipe la démagogie anti-américaine du discours de Pnom-Penh. C'est aujourd'hui notre devoir de lier la défense du peuple vietnamien au retrait total de la France hors de cette alliance. Une campagne dans ce sens, menée par toutes les forces socialistes et anti-impérialistes, aurait l'avantage de lier notre lutte contre le régime gaulliste au soutien que nous devons aux victimes quotidiennes de l'agresseur américain. □